



Assemblée générale

Distr. générale
18 avril 2002
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session

Point 136 de l'ordre du jour

Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental

Rapport sur l'exécution du budget de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental pour l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001

Rapport du Secrétaire général*

Résumé

Le présent document contient le rapport sur l'exécution du budget de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) pour l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001.

Dans sa résolution 55/228 A du 23 décembre 2000, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 563 millions de dollars (montant net : 546 051 600 dollars) pour l'exercice. Les dépenses de l'exercice se sont élevées à un montant total brut de 527 587 900 dollars (montant net : 513 143 900 dollars), ce qui laisse un solde inutilisé d'un montant brut de 35 412 100 dollars (montant net : 32 907 700 dollars).

Le solde inutilisé est essentiellement imputable au fait que les dépenses au titre du personnel civil et les dépenses opérationnelles ont été moins élevées que prévu.

La décision que l'Assemblée générale est appelée à prendre à propos du financement de la mission est indiquée au paragraphe 15 du présent rapport.

* Le document a été soumis en retard aux services de conférence sans que soit fournie l'explication requise par l'Assemblée générale au paragraphe 8 de sa résolution 53/208 B, dans lequel elle a décidé que lorsqu'un rapport est soumis tardivement aux services de conférence, les raisons de ce retard doivent être indiquées dans une note explicative figurant dans le document.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–5	3
II. Exécution du budget	6–11	3
III. Exécution générale du budget pour l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001	12–14	4
IV. Décision que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-sixième session	15	6
 Annexes		
I. Exécution du budget pour l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, par rubrique budgétaire.....		7
II. Renseignements complémentaires sur les écarts importants		9
III. Déploiement prévu et effectif du personnel militaire et du personnel civil pour l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001		19
IV. Montants répartis et dépenses pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001		22

I. Introduction

1. Par sa résolution 1272 (1999) du 25 octobre 1999, le Conseil de sécurité a créé l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) pour une période initiale allant jusqu'au 31 janvier 2001. Par sa résolution 1392 (2002) du 31 janvier 2002, il a prorogé le mandat de la Mission jusqu'au 20 mai 2002.

2. Les prévisions de dépenses initiales au titre du fonctionnement de l'ATNUTO pour l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, telles qu'elles figurent dans le rapport du Secrétaire général en date du 10 mars 2000 (A/54/769/Add.1), s'élevaient à un montant brut de 584 138 100 dollars (montant net : 567 377 100 dollars). Elles reposaient sur le concept d'opérations, l'organigramme et les hypothèses budgétaires relatives aux ressources nécessaires pour les postes et aux autres ressources sur la base desquels avait été établi le projet de budget initial, portant sur la période du 1er décembre 1999 au 30 juin 2000 (A/54/769).

3. Compte tenu des observations et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/54/875) et en attendant la présentation de nouvelles prévisions pour l'exercice 2000-2001, l'Assemblée générale a, dans sa résolution 54/246 C du 15 juin 2000, autorisé le Secrétaire général à engager pour le fonctionnement de l'ATNUTO pendant la période du 1er juillet au 31 décembre 2000 des dépenses d'un montant brut maximum de 292 069 000 dollars (montant net : 283 688 500 dollars) et mis en recouvrement un montant de 200 millions de dollars.

4. Compte tenu de l'évolution de la situation au Timor oriental pendant la période allant jusqu'au 26 juillet 2000 (voir S/2000/738) et des résultats d'un examen complet de la structure de l'ATNUTO, le Secrétaire général a, dans son rapport du 3 octobre 2000 (A/55/443), présenté pour le fonctionnement de l'Administration transitoire du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 des prévisions révisées s'élevant à un montant brut de 592 306 800 dollars (montant net : 574 466 400 dollars).

5. Suivant la recommandation figurant au paragraphe 61 du rapport du Comité consultatif en date du 30 octobre 2000 (A/55/531), l'Assemblée générale a, dans sa résolution 55/228 A du 23 décembre 2000, ouvert un crédit d'un montant brut de 563 millions de dollars (montant net : 546 051 600 dollars) pour le fonctionnement de l'Administration transitoire du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, y compris le montant brut de 292 069 000 dollars (montant net : 283 688 500 dollars) qu'elle avait déjà approuvé dans sa résolution 54/246 C. Le montant total des crédits ouverts, déduction faite du montant brut de 200 millions de dollars (montant net : 194 261 300 dollars) déjà mis en recouvrement en vertu de la résolution 54/246 C, a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du budget

6. On trouvera des renseignements sur le fonctionnement de l'ATNUTO et la situation sur le terrain pendant la période considérée dans les rapports que le Secrétaire général a adressés au Conseil de sécurité les 26 juillet 2000 (A/2000/738), 16 janvier 2001 (S/2001/42) et 2 mai 2001 (S/2001/436).

7. Le concept d'opérations de l'ATNUTO pour la période considérée reposait essentiellement sur la mise en place d'une administration transitoire au Timor

oriental, en étroite consultation avec les Est-Timorais. L'accent a été mis sur le renforcement des capacités au niveau local et la mise en place d'institutions autonomes provisoires capables de fournir les services publics essentiels et d'assurer pleinement l'administration de la justice. L'Administration transitoire du Timor oriental a été créée le 7 août 2000, la participation d'Est-Timorais à la prise des décisions étant assurée dans tous les secteurs importants.

8. En outre, en attendant que les Forces de défense du Timor oriental soient pleinement mises en place, la composante militaire de l'ATNUTO a continué d'assurer la sécurité dans la zone de mission. Jusqu'au moment du déploiement complet des contingents et de la police civile, des observateurs militaires étaient présents dans les districts et jouaient le rôle d'agents de liaison. Avec le déploiement du personnel militaire et des observateurs de la police civile, le nombre d'observateurs militaires a été réduit de 200, l'effectif maximum, à 120. Les observateurs de la police civile, y compris deux unités de police d'intervention rapide, ont continué de maintenir l'ordre dans toute la zone de mission et ont fourni une assistance pour la création du Service de police Timor Lorasae et la formation de ses membres.

9. Au cours de la période considérée, l'ATNUTO s'est transformée, d'un groupe de fonctionnaires internationaux expérimentés, en une administration publique opérationnelle assumant les rôles fondamentaux d'un gouvernement, y compris la perception de l'impôt pour le financement des services publics. Le personnel international de l'Administration transitoire a été chargé d'organiser les institutions publiques, de fournir des services en conjonction avec le personnel est-timorais, de constituer un réseau de hauts fonctionnaires susceptibles d'aider à assurer le bon fonctionnement du futur gouvernement indépendant et de dispenser une formation aux membres de ce réseau.

10. Le recrutement d'administrateurs sur le plan national est demeuré problématique du fait de l'écart entre la rémunération des fonctionnaires de l'Administration transitoire du Timor oriental et celle des agents de l'ATNUTO. Par conséquent, les postes d'administrateur recruté sur le plan national n'ont pas été pourvus pendant la période considérée.

11. L'unité de police civile maritime n'ayant pas été déployée, les cinq navires dont il était prévu de la doter n'ont pas été achetés, ce qui a eu des conséquences pour la formation des unités de police maritime est-timoraises. Toutefois, d'autres activités de formation ont été organisées par des équipes de la composante police civile, à l'aide d'embarcations gonflables destinées à la navigation côtière.

III. Exécution générale du budget pour l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001

12. Comme il est indiqué dans le tableau 1, un crédit d'un montant brut de 563 millions de dollars (montant net : 546 051 600 dollars) avait été ouvert pour l'exercice et les dépenses se sont chiffrées à un montant brut de 527 587 900 dollars (montant net : 513 143 900 dollars), y compris 191 803 400 dollars d'engagements non réglés. En outre, des contributions volontaires budgétisées de 60 000 dollars ont été fournies pendant l'exercice. Le solde inutilisé d'un montant brut de 35 412 100 dollars (montant net : 32 907 700 dollars) représente, en chiffres bruts,

quelque 6 % du crédit ouvert. L'annexe I présente des renseignements sur l'exécution du budget par rubrique budgétaire. Des renseignements complémentaires sur les rubriques au titre desquelles les montants dépensés diffèrent considérablement des montants prévus figurent à l'annexe II. L'annexe III contient des renseignements sur le déploiement prévu et effectif du personnel militaire et civil au cours de l'exercice. À l'annexe IV figure un graphique indiquant les montants répartis et les dépenses par grande catégorie budgétaire.

Tableau 1
Montants répartis et dépenses effectives

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montants répartis</i>	<i>Dépenses^a</i>	<i>Écart</i>
Personnel militaire	230 940,5	231 072,3	(131,8)
Personnel civil	191 491,6	170 435,5	21 056,1
Dépenses opérationnelles	120 216,5	109 079,6	11 136,9
Autres programmes ^b	3 403,0	2 556,5	846,5
Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi	–	–	–
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	–	–	–
Contributions du personnel	16 948,4	14 444,0	2 504,4
Montant brut des ressources nécessaires	563 000,0	527 587,9	35 412,1
Recettes provenant des contributions du personnel	(16 948,4)	(14 444,0)	(2 504,4)
Montant net des ressources nécessaires	546 051,6	513 143,9	32 907,7
Contributions volontaires en nature budgétisées	60,0	60,0	–
Contributions volontaires en nature non budgétisées	–	–	–
Total des ressources	563 060,0	527 647,9	35 412,1

^a Y compris les engagements non réglés (191 803 400 dollars).

^b Non compris les postes.

13. On trouvera des renseignements sur le déploiement du personnel militaire et civil au cours de la période considérée dans le tableau 2 ci-dessous et, sous forme de graphique, à l'annexe III.

Tableau 2
**Effectifs autorisés, effectifs déployés et taux de vacance de postes
 pour le personnel civil et militaire, du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001**

<i>Catégorie de personnel</i>	<i>Effectif autorisé</i>	<i>Effectif déployé (moyenne)</i>	<i>Taux de vacance de postes (en pourcentage)</i>
Observateurs militaires	200	136	32
Contingents	8 950	7 889	12
Police civile	1 350	1 169	13
Police civile (unités constituées)	290	240	17
Personnel international	1 217	896	26
Administrateurs recrutés sur le plan national	19	–	100
Personnel local	2 026	1 804	11
Volontaires des Nations Unies	820	554	32

14. Conformément au paragraphe 17 de la résolution 54/273 de l'Assemblée générale, la sécurité et la sûreté du personnel participant à l'Administration transitoire sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies sont demeurées des priorités. Le tableau 3 indique la répartition des dépenses engagées à ce titre.

Tableau 3
Dépenses afférentes à la sécurité du personnel

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Montant</i>
Agents de sécurité recrutés sur le plan international	3 097,6
Agents de sécurité recrutés sur le plan local	926,1
Transformation et rénovation de locaux	327,4
Total	4 351,1

IV. Décision que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-sixième session

15. La décision que l'Assemblée générale est appelée à prendre en ce qui concerne le financement de l'ATNUTO est la suivante :

a) Décider de l'utilisation à faire du solde non utilisé d'un montant brut de 35 412 100 dollars (montant net : 32 907 700 dollars) de l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001;

b) Décider de l'utilisation à faire des recettes diverses de l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, qui s'élèvent à 29 140 000 dollars et comprennent les intérêts créditeurs (8 584 000 dollars), les recettes accessoires (1 532 000 dollars) et les montants correspondant à la réduction ou l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (19 024 000 dollars).

Annexe I

Exécution du budget pour l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, par rubrique budgétaire

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3)</i>	<i>(4) = (1) - (3)</i>
	<i>Montants répartis^a</i>	<i>Dépenses non renouvelables</i>	<i>Montant total des dépenses (y compris les dépenses non renouvelables)</i>	<i>Écart</i>
I. Personnel militaire				
1. Observateurs militaires	6 424,3	–	5 775,6	648,7
2. Contingents	150 153,8	–	150 934,3	(780,5)
3. Autres dépenses afférentes au personnel militaire				
a) Matériel appartenant aux contingents	35 367,9	–	35 367,9	–
b) Soutien autonome	36 994,5	–	36 994,5	–
c) Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	2 000,0	–	2 000,0	–
Total partiel, rubrique 3	74 362,4	–	74 362,4	–
Total, catégorie I	230 940,5	–	231 072,3	(131,8)
II. Personnel civil				
1. Police civile	64 292,2	–	51 925,6	12 366,6
2. Personnel international et personnel local	109 917,9	–	103 142,8	6 775,1
3. Volontaires des Nations Unies	17 281,5	–	15 367,1	1 914,4
4. Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
5. Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Total, catégorie II	191 491,6	–	170 435,5	21 056,1
III. Dépenses opérationnelles				
1. Locaux/hébergement	8 467,6	2 132,5	5 651,5	2 816,1
2. Remise en état des infrastructures	9 400,0	5 846,6	5 846,6	3 553,4
3. Transports	13 536,8	2 597,5	12 532,0	1 004,8
4. Opérations aériennes	55 210,1	1 645,5	56 219,2	(1 009,1)
5. Opérations navales	2 035,9	26,2	465,7	1 570,2
6. Transmissions	14 884,1	5 574,2	8 873,8	6 010,3
7. Matériel divers	4 862,3	4 327,3	4 506,7	355,6
8. Fournitures et services	10 319,7	–	12 547,1	(2 227,4)
9. Fret aérien et de surface				
a) Transport du matériel appartenant aux contingents	–	–	1 282,1	(1 282,1)

<i>Catégorie de dépenses</i>	(1) <i>Montants répartis^a</i>	(2) <i>Dépenses non renouvelables</i>	(3) <i>Montant total des dépenses (y compris les dépenses non renouvelables)</i>	(4) = (1) - (3) <i>Écart</i>
b) Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées	1 500,0	–	1 154,9	345,1
Total partiel, rubrique 9	1 500,0	–	2 437,0	(937,0)
Total, catégorie III	120 216,5	22 149,8	109 079,6	11 136,9
IV. Autres programmes				
1. Fournitures et services liés aux élections	1 750,0	1 109,5	1 709,9	40,1
2. Programmes d'information	1 550,0	414,0	776,3	773,7
3. Programmes de formation	103,0	–	70,3	32,7
4. Programmes de déminage	–	–	–	–
5. Aide au désarmement et à la démobilisation	–	–	–	–
Total, catégorie IV	3 403,0	1 523,5	2 556,5	846,5
V. Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	–	–	–	–
VI. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	–	–	–	–
VII. Contributions du personnel	16 948,4	–	14 444,0	2 504,4
Total brut, catégories I à VII	563 000,0	23 673,3	527 587,9	35 412,1
VIII. Recettes provenant des contributions du personnel	(16 948,4)	–	(14 444,0)	(2 504,4)
Total net, catégories I à VIII	546 051,6	23 673,3	513 143,9	32 907,7
IX. Contributions volontaires en nature budgétisées	60,0	–	60,0	–
X. Contributions volontaires en nature non budgétisées	–	–	–	–
Total	563 060,0	23 673,3	527 647,9	35 412,1
<i>Montant</i>				
XI. Recettes diverses/ajustements				
Intérêts créditeurs				8 584,0
Recettes accessoires				1 532,0
Contributions volontaires en espèces				–
Ajustements sur exercices antérieurs				–
Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs				19 024,0
Total, catégorie XI				29 140,0

^a Sur la base des crédits ouverts par l'Assemblée générale dans sa résolution 55/228 A.

Annexe II

Renseignements complémentaires sur les écarts importants

Personnel militaire

*Montant réparti : 230 940 500 dollars; dépenses : 231 072 300 dollars;
écart : (131 800 dollars)*

1. Le dépassement de crédit enregistré à cette rubrique est le résultat net d'un excédent de dépenses de 780 500 dollars au titre des contingents et d'un solde inutilisé de 648 700 dollars au titre des observateurs militaires.

Observateurs militaires

*Montant réparti : 6 424 300 dollars; dépenses : 5 775 600 dollars;
écart : 648 700 dollars*

2. Le solde inutilisé de 648 700 dollars s'explique par le fait que le nombre d'observateurs militaires a été réduit plus rapidement que prévu de 177 à 120 et que le montant de l'indemnité de subsistance (missions) a été ramené de 109 à 95 dollars par personne et par jour à partir du 1er février 2001. En outre, des économies ont été réalisées au titre des voyages, 268 voyages d'un coût moyen de 1 800 dollars ayant été faits alors qu'il en était prévu 297 d'un coût estimatif de 2 500 dollars.

Contingents

*Montant réparti : 150 153 800 dollars; dépenses : 150 934 300 dollars;
écart : (780 500 dollars)*

3. Le dépassement de crédit d'un montant de 780 500 dollars est imputable à des obligations supplémentaires d'un montant total de 3 millions de dollars au titre des remboursements aux gouvernements aux taux standard et de l'indemnité d'habillement et d'équipement, montant qui avait été mis de côté en prévision de la modification de l'effectif des contingents. Hormis ces obligations supplémentaires, les dépenses afférentes aux remboursements aux gouvernements aux taux standard et à l'indemnité d'habillement et d'équipement ont en fait été réduites, par rapport aux prévisions du fait que l'effectif moyen qui devait être de 7 834 soldats a été de 7 821 soldats.

4. Le montant des dépenses liées au déploiement, à la relève et au rapatriement des contingents a été moins élevé que prévu du fait que le coût moyen des voyages aller a été de 1 045 dollars alors qu'on avait tablé sur un coût de 1 300 dollars. En outre, le coût moyen des rations a été de 7 dollars par personne et par jour, alors qu'un montant de 7,9 dollars était prévu. Les soldes inutilisés au titre de la détente et des loisirs et de l'indemnité journalière s'expliquent par le fait que les effectifs ont été moins importants que prévu pendant la période considérée.

Personnel civil

*Montant réparti : 191 491 600 dollars; dépenses : 170 435 500 dollars
écart : 21 056 100 dollars*

5. Le solde inutilisé enregistré à cette rubrique tient à des dépenses moins importantes que prévu au titre de la police civile (12 366 600 dollars), du personnel international et du personnel local (6 775 100 dollars) et des Volontaires des Nations Unies (1 914 400 dollars).

Police civile

*Montant réparti : 64 292 200 dollars; dépenses : 51 925 600 dollars;
écart : 12 366 600 dollars*

6. Le solde inutilisé de 12 366 600 dollars est essentiellement dû au fait que le nombre moyen de policiers civils déployés pendant la période considérée a été moins élevé que prévu et que le montant de l'indemnité de subsistance (missions) a été ramené de 109 à 95 dollars par jour à partir du 1er février 2001. Alors que les prévisions de dépenses étaient fondées sur une moyenne de 1 320 policiers civils (non compris les unités de police constituées), l'effectif moyen a été de 1 169 policiers, ce qui s'est traduit par une réduction des dépenses au titre de l'indemnité de subsistance (missions) et de l'indemnité d'habillement et d'équipement. En outre, alors qu'on avait tablé sur un montant de 2 500 dollars par voyage aller pour calculer les frais de déploiement, de relève et de rapatriement, le coût moyen s'est établi à 1 045 dollars.

7. Le nombre moyen d'observateurs de la police civile appartenant à des unités constituées a été de 240, alors qu'il en était prévu 265, compte tenu du fait qu'une unité maritime de 50 personnes devait être déployée en janvier 2001. Cette unité n'ayant pas été mise en place et les dépenses afférentes à la détente et aux loisirs, ainsi qu'à l'indemnité journalière, ayant été comptabilisées à la rubrique contingents, les ressources correspondantes n'ont pas été utilisées.

Personnel international et personnel local

*Montant réparti : 109 917 900 dollars; dépenses : 103 142 800 dollars;
écart : 6 775 100 dollars*

8. Le montant du crédit ouvert à cette rubrique avait été calculé sur la base d'un taux de vacance de postes de 30 % pour le personnel international (sur un total de 1 217 postes) et de 5 % pour le personnel local (sur un total de 2 026 postes). En fait, les taux de vacance de postes ont été de 26 et 11 %, respectivement, le nombre moyen d'agents déployés ayant été de 896 pour le personnel international et de 1 804 pour le personnel local. Le solde inutilisé de 6 775 100 dollars est essentiellement imputable au fait que les postes de fonctionnaire international ont été, en moyenne, pourvus à des classes inférieures à celles qui étaient autorisées, que le taux de vacance de postes a été plus élevé que prévu pour le personnel local et que les dépenses communes de personnel pour les agents recrutés spécialement pour la mission ont été inférieures aux prévisions.

9. Les ressources prévues au titre des administrateurs recrutés sur le plan national n'ont pas été utilisées car il n'a pas été possible de recruter des administrateurs

qualifiés sur le plan national et aucun des postes autorisés n'a donc été pourvu pendant l'exercice.

10. Le solde inutilisé a été en partie contrebalancé par un dépassement de crédit au titre des consultants auxquels il a été fait appel pour aider l'Administration transitoire du Timor oriental. Alors qu'un montant de 200 000 dollars seulement avait été prévu, les dépenses se sont chiffrées à 3 087 000 dollars, la mission ayant fait appel à 98 consultants spécialisés dans divers domaines pour répondre à des besoins plus importants que prévu en matière de renforcement des capacités et pour l'aider à mener ses activités. On trouvera des renseignements détaillés sur les consultants dans le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1
Nombre de consultants et de mois de travail par domaine de spécialisation

<i>Domaine de spécialisation</i>	<i>Mois de travail</i>	<i>Nombre de consultants</i>
Administration de la justice pénale	18,0	19
Crimes graves	69,0	15
Finances	66,0	8
Affaires agricoles	32,0	8
Informatique	14,0	7
Questions linguistiques et formation	35,0	5
Droits de l'homme	13,0	5
Douanes et contrôles frontaliers	8,0	4
Travaux publics et génie	19,0	4
Affaires judiciaires	17,0	4
Gestion de l'infrastructure	18,0	3
Planification des élections	4,4	3
État-civil	4,0	2
Renforcement des moyens d'action de la collectivité	14,0	2
Formation des fonctionnaires	8,0	2
Gestion des avoirs	0,8	1
Visite d'évaluation	0,2	1
Information	1,0	1
Planification et évaluation des projets	6,0	1
Services médicaux	3,0	1
Administration du personnel	1,0	1
Aviation civile	5,6	1
Total	357,0	98

11. Des dépenses supplémentaires de 1 443 100 dollars au titre du personnel temporaire (autres que pour les réunions) sont aussi venues réduire le solde inutilisé. Alors qu'il n'était prévu qu'un crédit de 60 000 dollars, un montant de 1 503 100 dollars a été dépensé pour employer 365 gardiens de sécurité et 265 préposés au nettoyage et à l'entretien des bâtiments à Dili et dans les 13 districts. Les besoins en

personnel temporaire (autres que pour les réunions) avaient été sous-estimés et ce n'est que lorsque la mission a été intégralement déployée au cours de la période considérée que l'on s'est rendu compte de l'importance des services requis pour assurer la sécurité des bâtiments 24 heures sur 24 et pour les entretenir.

12. Si des économies ont été réalisées grâce à la réduction de l'indemnité de subsistance (missions), dont le montant a été ramené de 109 à 95 dollars par jour à compter du 1er février 2001, elles ont été contrebalancées par 1 217 800 dollars de dépenses supplémentaires en raison de la comptabilisation à cette rubrique d'un montant de 937 800 dollars au titre du versement de l'indemnité à 98 consultants.

13. Alors qu'il était prévu un montant de 771 200 dollars au titre des frais de voyage, les dépenses effectives se sont élevées à 1 828 400 dollars, soit 1 057 200 dollars supplémentaires. Ce dépassement s'explique par des déplacements qui n'avaient pas été prévus (équipe de sélection et d'évaluation du personnel de la police civile, observateurs électoraux et la mission du Conseil de sécurité), ainsi que par des dépenses supplémentaires occasionnées par les déplacements de hauts fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix et de la Division de l'administration et de la logistique des missions, (consultations politiques, appui administratif, logistique et technique, formation et de déplacements à l'intérieur de la zone de la mission). Des renseignements détaillés sont donnés sur les frais de voyage au tableau 2 ci-après.

Tableau 2
État comparatif des dépenses relatives aux frais de voyage

(En dollars des États-Unis)

<i>Description des frais de voyage</i>	<i>Montant prévu</i>	<i>Montant des dépenses</i>
Déplacements du Représentant spécial du Secrétaire général et de son équipe à New York, en Australie, au Portugal et dans les pays de la région	145 000	117 200
Déplacements du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général et de son équipe dans les pays de la région	50 000	94 500
Conférences des donateurs	155 000	106 600
Hauts fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix	65 000	194 900
Personnel de la Division de l'administration et de la logistique des missions	60 000	247 000
Achats	50 000	5 800
Directeur de l'Administration/Fonctionnaire du budget	8 000	25 000
Audit interne	21 200	22 800
Conseiller militaire	7 000	7 200
Formation du personnel de l'ATNUTO	60 000	139 600
Déplacements à l'intérieur de la zone de la mission	150 000	383 700
Équipe de sélection et d'évaluation du personnel de la police civile	–	199 200

<i>Description des frais de voyage</i>	<i>Montant prévu</i>	<i>Montant des dépenses</i>
Personnel du Département des affaires politiques pour les activités électorales	–	92 000
Mission du Conseil de sécurité	–	151 600
Part calculée au prorata du Groupe de travail du suivi de la phase V	–	26 900
Personnel de la Base d'appui logistique des Nations Unies et de la MONUG, au titre de la gestion du matériel	–	14 400
Total	771 200	1 828 400

Volontaires des Nations Unies

Montant réparti : 17 281 500 dollars; dépenses : 15 367 100 dollars; écart : 1 914 400 dollars

14. Le montant à répartir a été calculé pour un taux de vacance de postes de 25 %, par rapport au coût total du déploiement échelonné de 328 personnes supplémentaires au cours de la période considérée, l'effectif autorisé ayant été porté de 486 à 820 volontaires. Le solde inutilisé de 1 914 400 dollars enregistré à cette rubrique s'explique par le déploiement plus lent que prévu du personnel supplémentaire, qui s'est traduit par un taux de vacance de postes de 32 % en moyenne au cours de la période considérée. Le montant prévu avait été calculé sur la base d'un effectif moyen de 615 volontaires, alors que l'effectif moyen réel déployé au cours de la période n'a été que de 554 volontaires. Le solde inutilisé résulte également de dépenses moins élevées que prévu au titre du remboursement des frais de voyage et de l'indemnité d'installation, d'une partie des volontaires restant déployés plus longtemps que prévu.

Dépenses opérationnelles

Montant réparti : 120 216 500 dollars; dépenses : 109 079 600 dollars; écart : 11 136 900 dollars

15. Le solde inutilisé de 11 136 900 dollars au titre des dépenses opérationnelles s'explique par des dépenses moins élevées pour les rubriques Locaux/hébergement (2 816 000 dollars), Remise en état des infrastructures (3 553 400 dollars), Transports (1 004 800 dollars), Opérations navales (1 570 200 dollars), Transmissions (6 010 300 dollars) et Matériel divers (355 600 dollars). Ces dépenses moins élevées ont été contrebalancées en partie par des dépenses supplémentaires au titre des Opérations aériennes (1 009 100 dollars), des Fournitures et services (2 227 400 dollars) et du Fret aérien et de surface (937 000 dollars).

Locaux/hébergement

Montant réparti : 8 467 600 dollars; dépenses : 5 651 500 dollars; écart : 2 816 100 dollars

16. Le solde inutilisé de 2 816 100 au titre des locaux et de l'hébergement découle principalement de l'inscription à la rubrique Transports de dépenses de carburant

pour groupes électrogènes d'un montant de 2 millions de dollars, compte tenu de l'inscription sur un compte carburant des dépenses liées à l'approvisionnement en carburant en gros. Les dépenses effectives en ce qui concerne le carburant pour groupes électrogènes ont été moins élevées que prévu du fait que le transfert de 296 groupes électrogènes depuis la Base de soutien logistique des Nations Unies a tardé. Il est également resté un solde inutilisé à la rubrique Location de locaux, le loyer du Bureau de Jakarta ayant été moins élevé que prévu et le Centre de formation de la police civile à Darwin (Australie) ayant été loué moins longtemps que prévu, ayant été transféré à Dili en août 2000. En outre, une partie des montants prévus au titre de l'aménagement et de la rénovation des locaux est restée inutilisée en raison du moindre coût des projets prévus et de la non-exécution de certains projets.

17. Le solde inutilisé a été en partie compensé par des dépenses supplémentaires au titre des fournitures d'entretien résultant de travaux importants de rénovation de bureaux et de logements à Dili et dans la région. S'ajoutent à cela des dépenses plus élevées à la rubrique Construction de locaux/bâtiments préfabriqués, liées à l'installation d'un camp de transit d'une capacité de 200 personnes et d'abris pour le matériel de transmissions, ainsi qu'à l'amélioration de la sécurité des locaux de la mission.

Remise en état des infrastructures

*Montant réparti : 9 400 000 dollars; dépenses : 5 846 600 dollars;
écart : 3 553 400 dollars*

18. Le solde inutilisé de 3 553 400 dollars à cette rubrique a résulté principalement de dépenses moins élevées que prévu au titre de l'installation de six ponts Bailey et de la réparation de ponts dans la zone de la mission. En outre la modernisation des aéroports de Dili et Baucau, a été moins coûteuse que prévu, de même que la remise en état et l'entretien des routes situées le long des principaux axes d'approvisionnement.

Transports

*Montant réparti : 13 536 800 dollars; dépenses : 12 532 000 dollars;
écart : 1 004 800 dollars*

19. Le montant inutilisé de 1 004 800 dollars inscrit à cette rubrique s'explique principalement par le fait que le recensement des véhicules appartenant aux contingents pour l'assurance responsabilité a péché par défaut, que l'achat de véhicules utilitaires tout terrain a été moins coûteux que prévu, et qu'on a dépensé moins pour la location de véhicules, de nouveaux véhicules ayant été livrés à la Mission plus tôt que prévu. Le solde inutilisé a été contrebalancé en partie par la comptabilisation des dépenses de carburant destiné aux groupes électrogènes et aux opérations navales, la majeure partie de l'approvisionnement en gazole ayant été imputée sur le compte carburant de la rubrique Transports plutôt que sur celui des rubriques Locaux/hébergement et opérations navales. Des dépenses supplémentaires ont été engagées également au titre du matériel d'atelier, pour doter les 13 bureaux de district de certains équipements spécialisés.

Opérations aériennes

*Montant réparti : 55 210 100 dollars; dépenses : 56 219 200 dollars;
écart : (1 009 100 dollars)*

20. Les dépenses supplémentaires à ce titre (1 009 100 dollars) sont dues pour l'essentiel aux conditions du nouveau contrat de service entré en vigueur le 1er février 2001 à la suite du retrait du groupe d'appui aérien qui était fourni par un État Membre. On a estimé qu'il ne serait pas possible, faute de temps, de recruter des personnes expérimentées, et ensuite de former le personnel local à l'exploitation des aéroports de la zone de la mission, (y compris services de lutte contre l'incendie, contrôle de la circulation aérienne et gestion aéroportuaire). On en a donc chargé une société privée.

21. Alors qu'on prévoyait 13 875 heures de vol pour 22 hélicoptères, le nombre d'heures de vol effectives a été de 12 381 heures pour 21 hélicoptères déployés pendant la durée complète de l'exercice, soit une utilisation de 89 % des heures prévues. Cette utilisation a résulté : a) d'une stratégie plus rentable consistant à utiliser des appareils commerciaux plutôt que militaires, en fonction des besoins opérationnels, compte tenu du fait que les versements sont calculés sur la base des heures de vol effectuées, dans les conditions prévues par la lettre d'attribution; b) du nombre moins élevé d'évacuations sanitaires primaires et secondaires; c) et de la baisse des incidents liés à la sécurité.

22. De même, alors qu'on prévoyait 4 500 heures de vol pour 5 avions, le nombre d'heures effectives a été de 3 146 au total, soit une utilisation de 70 % des heures prévues. Cette sous-utilisation a résulté : a) du retrait anticipé de l'appareil Caribou en février 2001; b) du nombre moins élevé que prévu d'évacuations sanitaires primaires et secondaires, d'où moins d'heures de vol de l'appareil Westwind; et c) de dépenses moins élevées au titre des heures optionnelles prévues pour l'appareil Lockheed L-100.

23. La variation des dépenses opérationnelles mentionnée au paragraphe 20 ci-dessus a été plus élevée que les économies réalisées à la suite de la réduction du nombre de vols réguliers entre Dili et Darwin, ramené de 7 à 4 vols par semaine, du fait de la moindre utilisation des heures de vol, du moindre coût du matériel de contrôle de la circulation aérienne et des dépenses moins élevées au titre des droits d'atterrissage et de la manutention au sol.

Opérations navales

*Montant réparti : 2 035 900 dollars; dépenses : 465 700 dollars;
écart : 1 570 200 dollars*

24. Le solde inutilisé de 1 570 200 dollars figurant à cette rubrique s'explique principalement par des dépenses de carburant moins élevées en raison de l'inscription des dépenses de carburant concernant un navire à la rubrique Location/affrètement de ce navire et de l'inscription de dépenses de carburant d'un montant de 285 300 dollars à la rubrique Transports. Des économies ont été réalisées en outre du fait que l'on a renoncé à acheter cinq bateaux compte tenu du fait qu'une unité maritime de police civile de 50 personnes n'a pas été déployée.

25. Des économies ont également été réalisées au titre de la location/affrètement en ce qui concerne la location à bail d'un navire de tonnage moyen et de deux

navires de fort tonnage utilisés pour le transport en appui à des opérations militaires et civiles de cargaisons à destination et en provenance des régions isolées d'Oecussi, de Suai et d'Atauro. Ces économies proviennent de la transformation du contrat permanent concernant la location d'un engin moyen de débarquement en contrat-cadre permettant une utilisation en fonction des besoins.

Transmissions

*Montant réparti : 14 884 100 dollars; dépenses : 8 873 800 dollars;
écart : 6 010 300 dollars*

26. Le solde inutilisé de 6 010 300 dollars pour cette rubrique a résulté principalement de l'annulation de l'achat de 1 100 unités de localisation et de suivi des mobiles (d'un coût estimatif de 3,1 millions de dollars) destinées aux véhicules de l'ATNUTO, à la suite du retard pris par un projet à l'échelle du système visant à en équiper les véhicules appartenant aux Nations Unies. Des économies ont également été réalisées du fait qu'un projet de remise à neuf d'une parabole de répéteur de 7 mètres et de remplacement du matériel connexe n'a pas été réalisé.

27. Les montants inutilisés des dépenses renouvelables de transmissions s'expliquent par la moindre utilisation des terminaux INMARSAT en raison de la mise en place de liaisons entre l'ATNUTO et le Siège par l'intermédiaire de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie), par la baisse du volume des achats de matériel d'atelier et d'essai destiné aux ateliers régionaux, ainsi que par le coût d'entretien moins élevé du matériel de transmissions, qui est relativement neuf.

Matériel divers

*Montant réparti : 4 862 300 dollars; dépenses : 4 506 700 dollars;
écart : 355 600 dollars*

28. Le montant inutilisé de 355 600 dollars à cette rubrique est dû au niveau moins élevé des dépenses concernant : a) le mobilier de bureau, du fait que l'Administration transitoire du Timor oriental s'est équipée elle-même en mobilier pour ses bureaux; b) le matériel d'observation, dont une partie a pu être transférée de la Base de soutien logistique; c) le matériel médical et dentaire, en raison du plan révisé remplaçant la création de dispensaires dans 13 districts par des équipes médicales mobiles; d) les pièces détachées, les réparations et l'entretien, le transfert de 296 groupes électrogènes depuis la Base de soutien logistique ayant été retardé; et e) le matériel informatique, en raison de dépenses moins élevées que prévu.

29. Cependant, le solde inutilisé a été compensé en partie par des dépenses supplémentaires d'un montant de 1,9 million de dollars pour le remplacement de quelque 1 200 ordinateurs de bureau endommagés par l'eau pendant leur transport vers la zone de la mission, et pour lesquels l'indemnisation du sinistre par l'assurance n'a pas encore été réglée. En outre, des ressources supplémentaires ont été nécessaires pour les citernes à eau et les fosses septiques, pour l'achat d'installations de traitement des effluents d'un camp de transit d'une capacité de 200 personnes, et pour du matériel divers destiné au centre de formation de la police civile.

Fournitures et services

*Montant réparti : 10 319 700 dollars; dépenses : 12 547 100 dollars;
écart : (2 227 400 dollars)*

30. Le dépassement de 2 227 400 dollars à cette rubrique est dû aux dépenses plus importantes engagées pour les services divers (1 839 500 dollars) et les fournitures diverses (387 900 dollars).

31. Le dépassement au titre des services divers s'explique principalement par le règlement de montants restants dus pour l'exercice 1999-2000, pour des services d'évacuation des déchets fournis par un État Membre en vertu d'une lettre d'attribution. Les dépenses ont également été plus élevées que prévu pour des services de restauration dans un camp de transit de 200 personnes, pour des soins et services médicaux, pour des services informatiques et au titre de frais bancaires.

32. Les dépenses supplémentaires au titre des fournitures diverses tiennent principalement au montant plus élevé des achats de fournitures informatiques, de papeterie et de fournitures de bureau (appui au processus électoral), ainsi qu'à des achats supplémentaires de vaccins et d'autres fournitures médicales consommables.

Fret aérien et de surface

*Montant réparti : 1 500 000 dollars; dépenses : 2 437 000 dollars;
écart : (937 000 dollars)*

33. Le dépassement de 937 000 dollars à cette rubrique résulte de la comptabilisation de dépenses correspondant au déploiement en juin 2000 de matériel appartenant aux contingents pour les unités d'appui et les unités de police civile constituées.

Autres programmes

*Montant réparti : 3 403 000 dollars; dépenses : 2 556 500 dollars;
écart : 846 500 dollars*

34. Le solde inutilisé de 846 500 dollars à cette rubrique résulte de dépenses moins importantes que prévu au titre des fournitures et des services liés aux élections (40 100 dollars), des programmes d'information (773 700 dollars) et des programmes de formation (32 700 dollars).

Fournitures et services liés aux élections

*Montant réparti : 1 750 000 dollars; dépenses : 1 709 900 dollars;
écart : 40 100 dollars*

35. Le solde inutilisé de 40 100 dollars à cette rubrique s'explique par des dépenses moins élevées au titre des fournitures nécessaires à la préparation des élections d'août 2001, une partie de ces coûts ayant été comptabilisée à la rubrique Fournitures et services. Ces économies ont cependant été absorbées par des dépenses imprévues liées à l'achat de matériel informatique pour le processus électoral.

Programmes d'information

*Montant réparti : 1 550 000 dollars; dépenses : 776 300 dollars;
écart : 773 700 dollars*

36. Le solde inutilisé de 773 700 dollars à cette rubrique est imputable au ralentissement des achats de matériel de radiodiffusion et télédiffusion et au coût effectif moins élevé des services de consultants et de formateurs, le déploiement de personnel supplémentaire ayant pris du retard. Des économies ont été faites également en raison de dépenses effectives moins importantes au titre des services de traduction et de l'entretien du matériel de diffusion. En outre, les dépenses de production des publications imprimées ont été moins élevées que prévu initialement.

Programmes de formation

Montant réparti : 103 000 dollars; dépenses : 70 300 dollars; écart : 32 700 dollars

37. Le solde inutilisé de 32 700 dollars à cette rubrique s'explique par l'inscription de certaines dépenses à la rubrique Fournitures diverses et par le coût moins élevé que prévu de la formation de 73 personnes aux technologies de communication et d'information, à la gestion des marchandises dangereuses, à la sécurité des applications, à l'organisation du travail et à la sécurité aérienne. Les activités de formation menées au cours de l'exercice considéré sont indiquées au tableau 3 ci-après.

Tableau 3

Activités de formation réalisées du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001

<i>Description de la formation</i>	<i>Dépenses (en dollars É.-U.)</i>	<i>Nombre de personnes formées</i>	<i>Lieu</i>
Marchandises dangereuses	5 200	21	Dili/Darwin
Marchandises dangereuses	600	1	Singapour
Sécurité des applications, organisation du travail	36 300	33	Darwin
Technologies de communication et d'information	16 300	17	Brindisi
Sécurité aérienne	2 400	1	États-Unis
Total	60 800	73	

Contributions du personnel

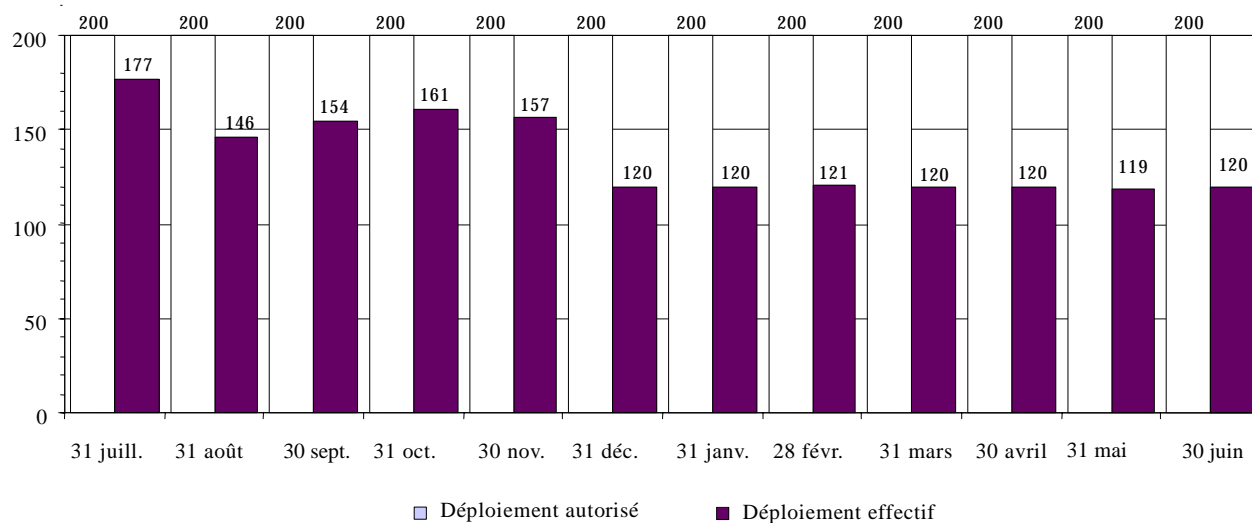
*Montant réparti : 16 948 400 dollars; dépenses : 14 444 000 dollars;
écart : 2 504 400 dollars*

38. Le solde inutilisé de 2 504 400 dollars à cette rubrique s'explique par le déploiement inférieur aux prévisions du personnel international et local, entraînant des taux de vacance de postes respectivement de 26 et 11 %.

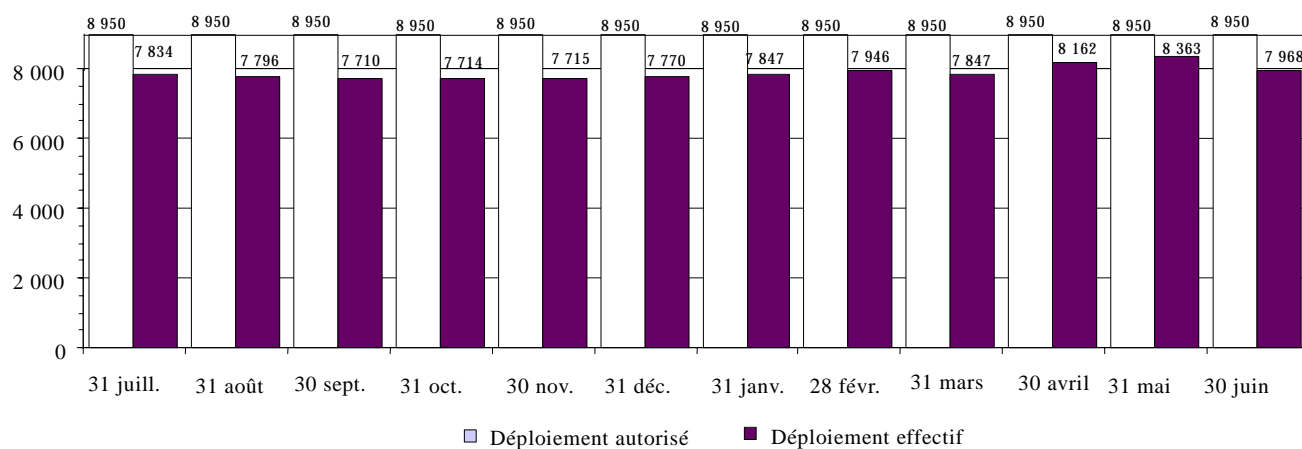
Annexe III

Déploiement prévu et effectif du personnel militaire et du personnel civil pour l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001

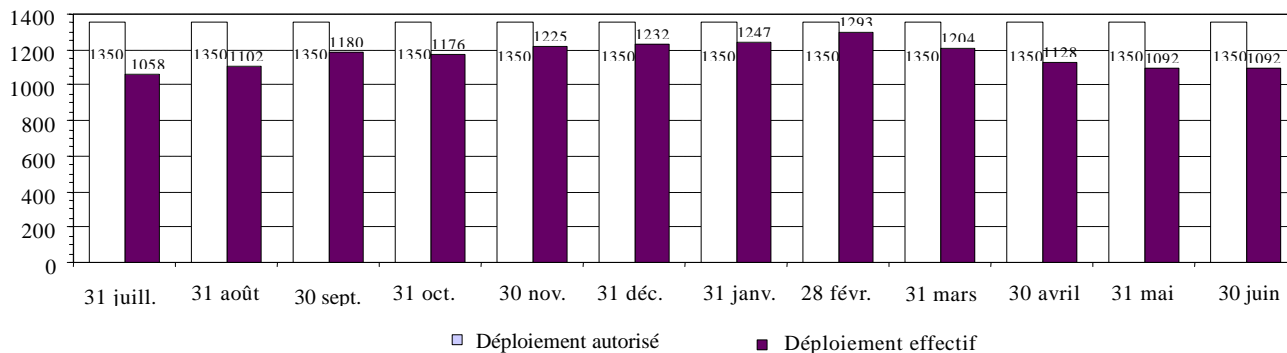
1. Observateurs militaires



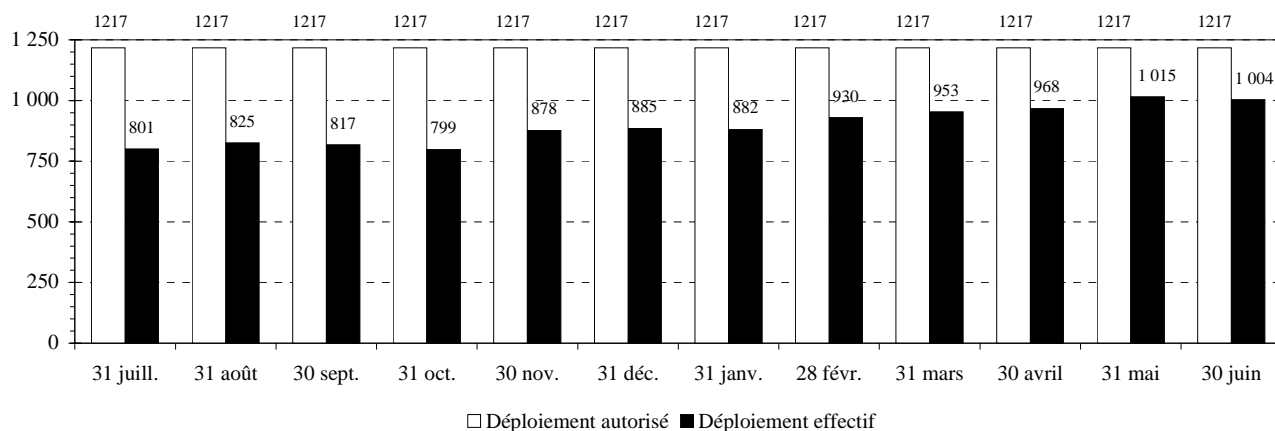
2. Contingents militaires



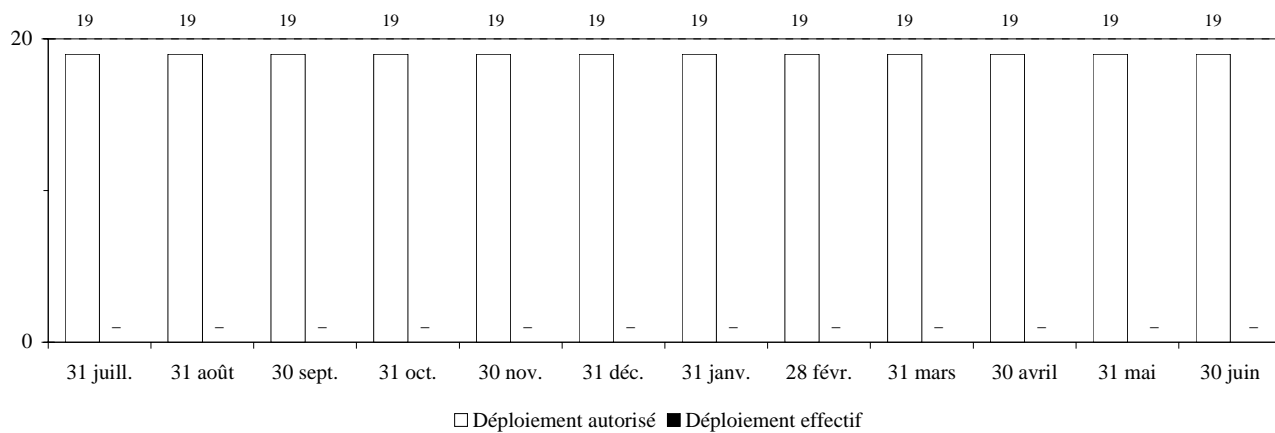
3. Police civile



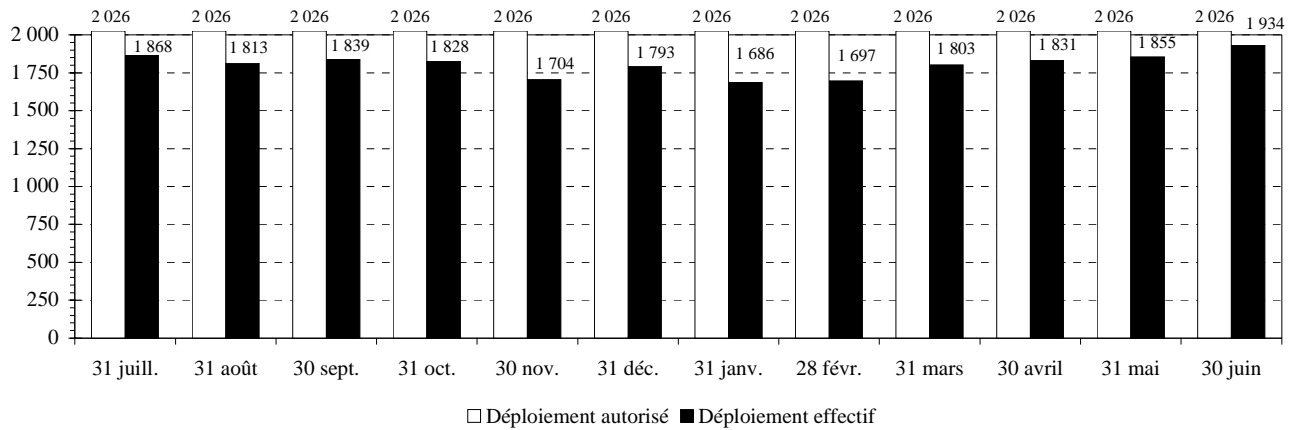
4. Personnel international



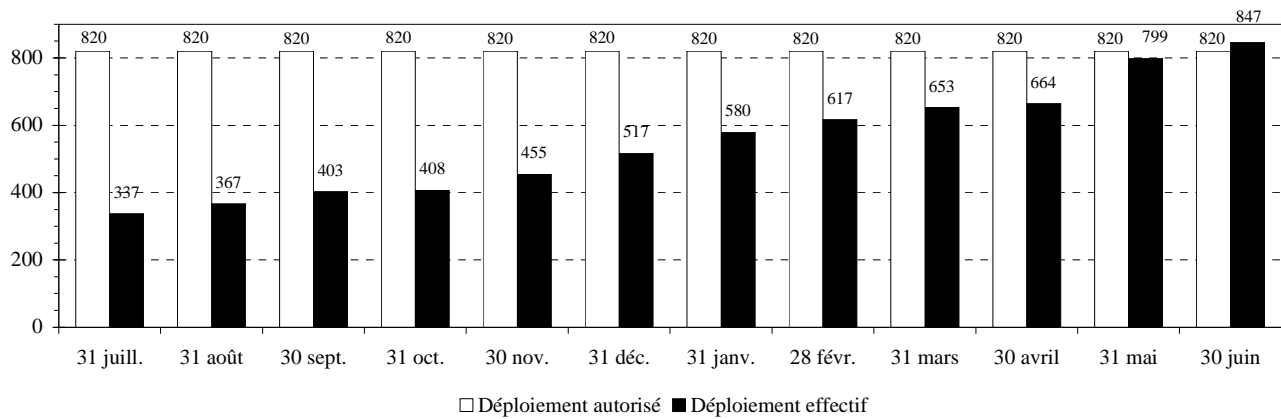
5. Administrateurs recrutés sur le plan national



6. Personnel local



7. Volontaires des Nations Unies



Annexe IV

Montants répartis et dépenses pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001

